

# Dette publique, ceux qui ont enfoncé la France

Le Point - Publié le 11/08/2011 - Modifié le 28/11/2011 à 14:01

En trente ans de déficits, gauche et droite ont creusé la dette.

En couverture



Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, présidents de la République française

. © DR

Par **ROMAIN GUBERT**

Par **Pauline Jacot**

C'est un drôle de jeu d'été. Sachant que, depuis trente ans, la France n'a jamais présenté un

budget en équilibre, vous tenterez de retrouver les noms de ceux qui à droite et à gauche ont

creusé ce trou béant de 1 600 milliards d'euros... Réponse : match nul. Prenons 1993 et 1994

(gouvernements Bérégovoy et Balladur), où la dette flambe de 800 milliards de francs. Bilan à

gauche : + 350 milliards de francs. Bilan à droite : + 380 milliards. En fait, chacun y a mis du sien.

Pis, la fin de l'inflation et les innovations financières ont accéléré le processus. Pierre

Bérégovoy pensait bien faire lorsqu'il a créé les fameuses OAT, ces obligations que les

fonctionnaires du Trésor pouvaient vendre aux quatre coins du monde. Avec ce résultat : les

deux tiers de la dette sont aujourd'hui à la merci des marchés. Chirac était ravi de tourner le dos

au pacte de stabilité en 2003. Une façon de dire aux marchés que la "parole" de la France

n'engageait que ceux qui y croyaient.

Sauf que, de l'autre côté du Rhin, ce fut un électrochoc. En septembre 2003, Gerhard Schröder expliquait aux Allemands qu'il fallait "solder 25 ans de promesses intenables". Au même moment, Marc Blondel lâchait : "Le déficit ne me gêne pas. Pour gérer et développer un pays, il est incontournable." Applaudissements dans la salle... Le procès des politiques est engagé. Et celui des Français ? Ils ne sont pas innocents. Un exemple, la fameuse "cagnotte" d'une quinzaine de milliards d'euros que Jospin tentait de garder pour alléger le fardeau de la dette. Qui a été sanctionné dans les sondages quand Chirac a fait les gros yeux et exigé qu'on distribue cet argent ? La fourmi de Matignon ou la cigale de l'Élysée ? Ne cherchez pas qui les Français ont mis au coin... Ils pensaient eux aussi tellement fort que la dette pourrait monter jusqu'au ciel.

## **La relance de Mitterrand**

Nous sommes à quelques jours des élections de 1981, lors du débat télévisé entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing. Les deux candidats s'accordent sur un point : après l'élection, ils vont mettre fin au chômage (6 % de la population active) en créant des emplois. Giscard promet de créer 150 000 emplois par an d'ici à 1985. Mitterrand va plus loin : "L'emploi, c'est la première de nos obligations. J'y consacrerai toute ma volonté." Il promet d'en créer 210 000 par an, dont 150 000 dans la fonction publique et 60 000 d'utilité collective. Et ce n'est là qu'une de ses propositions. Retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, relèvement du smic... Dès le début de son mandat, Mitterrand réalise une partie de son programme social (entre 1981 et 1986, 330 000 fonctionnaires seront embauchés) et Pierre Mauroy concocte un plan de relance par la consommation.

Quant aux nationalisations (elles concernent 39 banques, compagnies d'assurances ou entreprises industrielles), elles coûtent près de 90 milliards de francs à l'État. Et l'Élysée ne fait pas dans la dentelle. Alors qu'à Matignon Jean Peyrelevade plaide pour que l'État se contente de prendre une participation majoritaire dans ces entreprises et laisse le reste aux actionnaires privés, il est repoussé dans les cordes : l'État doit posséder 100 % du capital de la plupart des entreprises. Résultat : en 1980, la dette de l'État représente 12 % de la production nationale. En

1982, elle monte brutalement à 16 %. Trois ans plus tard, elle dépasse 20 %. Le déficit de l'État atteint alors 92 milliards de francs... quatre fois plus qu'en 1980. Le 21 mars 1983, la France dévalue pour la troisième fois en moins de dix-huit mois, c'est le "tournant de la rigueur" (priorité : la lutte contre l'inflation, qui sera un succès). Mais la dette, elle, continue à flamber.

## **Balladur : vive les privatisations !**

Saint-Gobain, Paribas, la Société générale, la BNP, TF1... En 1986, Édouard Balladur, le dernier ministre des Finances installé rue de Rivoli, détricote en grand les privatisations de François Mitterrand. En deux ans, 100 milliards de francs rentrent dans les caisses de l'État. En 1993, rebelote. Balladur, cette fois à Matignon, met sur le marché Rhône-Poulenc, Elf ou l'UAP. Puis c'est Juppé qui cède les AGF, Pechiney, Usinor... Jospin (et son fameux et ambigu "ni-ni"), qui empêche près de 40 milliards en ouvrant le capital de France Télécom, Air France ou du CIC... Raffarin poursuit l'opération avec le Crédit lyonnais ou Thomson, Villepin avec les autoroutes. En vingt ans, un peu plus de 80 milliards d'euros sont rentrés dans les caisses de l'État grâce aux privatisations. Pour alléger la dette publique ? Pas du tout. Une petite dizaine de milliards d'euros ont bien servi à alléger le fardeau. Pour le reste, la manne a financé les besoins courants, recapitalisé les entreprises encore publiques (à lui seul, le Lyonnais a consommé plus de 6 milliards d'euros) ou financé de nouvelles infrastructures.

## **Les 35 heures ou comment faire plaisir à tout le monde**

C'est fait. Deux lois, l'une votée en 1998, l'autre en 2000, mettent en oeuvre la principale proposition du PS aux législatives de 1997. Le temps de travail est fixé à 35 heures. Les patrons sont furieux. Mais Martine Aubry ne les a pas oubliés. Pour accompagner la mise en place des RTT (et le blocage des rémunérations qui les accompagne), elle a fait un beau cadeau aux entreprises : de généreuses exonérations de charges. Celles-ci avaient vocation à disparaître au bout de sept ans, mais, en 2003, le gouvernement Raffarin imagine un nouveau système global

d'exonération de charges sociales sur les bas salaires. Ces aides sont pérennisées. Ces exonérations représentent aujourd'hui 22 milliards d'euros par an. Une paille...

## **Chirac et Jospin se bagarrent pour une "cagnotte"**

Nous sommes le 14 juillet 1999 à l'Élysée. Comme il est de coutume, Jacques Chirac s'adresse aux Français à la télévision. Et voilà que, dans son intervention, il s'en prend à son Premier ministre de cohabitation, Lionel Jospin. Le tackle est politiquement savoureux, budgétairement désastreux : Chirac raconte que le gouvernement est en possession d'une cagnotte. "Nous avons depuis deux ans une croissance qui fait que nous avons énormément d'argent dans les caisses. Il faut tout le talent du ministère des Finances pour masquer le phénomène. Il faut rendre aux Français une part de ce que l'on leur a pris", explique Chirac avec l'air de celui à qui on ne la fait pas. L'"affaire de la cagnotte" a commencé. Elle va durer plus de six mois.

À l'origine, une bonne surprise : depuis quelques mois, l'économie française engrange un taux de croissance très supérieur aux prévisions initiales de Bercy (3 % au lieu de 2 % sur un an).

Conséquence : des rentrées fiscales qui explosent (elles dépassent d'une quinzaine de milliards d'euros les prévisions). Jospin, qui souhaitait baisser le déficit budgétaire (et donc réduire la dette), se retrouve pris entre deux feux, sur sa droite et sur sa gauche. Et tous les lobbys s'en donnent à coeur joie. Au sein de la majorité plurielle, c'est le concours d'idées. Fabius (qui pense aux élections de 2002 et veut séduire les classes moyennes) préconise la baisse d'impôt.

D'autres exigent une baisse des taxes sur l'essence à la pompe, plus de logements sociaux, des revalorisations diverses et variées... Résultat : pas un centime ne va au désendettement du pays.

## **Chirac, Raffarin et le "petit comptable"**

En ce début septembre 2003, Jean-Pierre Raffarin est sur le plateau de TF1. Bruxelles s'inquiète des déficits français. Et le Premier ministre donne un coup de menton : "Mon premier devoir, c'est l'emploi. Pas d'aller rendre des équations comptables et de faire des problèmes mathématiques pour que tel ou tel bureau soit satisfait." Les choses sont claires : l'Europe est un nid d'irresponsables. La France sait ce qu'elle a à faire. Et qu'importent les engagements de saine

gestion publique pris lors de l'adoption du traité de Maastricht. En fait, trois ans après l'entrée en vigueur de l'euro, la France et l'Allemagne vont mal. Pendant que l'Irlande ou l'Espagne affichent une insolente croissance, les deux plus grandes économies de la zone euro sont en récession. Et choisissent cette stratégie : "Il faut soutenir et non pas neutraliser la croissance." Le pacte de stabilité est enterré. Seule nuance, les Allemands vont tout faire pour revenir au plus vite dans les clous et engagent une série de réformes douloureuses. Pas les Français...

## La rupture selon Sarkozy

C'est un drôle d'été 2007. La crise des subprimes éclate au mois d'août. Mais l'Atlantique est un formidable pare-feu... Nicolas Sarkozy vient d'être élu. Et deux clans s'affrontent. Celui de Xavier Musca, le directeur du Trésor, gardien des finances publiques, qui plaide pour que la "rupture" s'incarne par la fin de la spirale de l'endettement. Les autres, les politiques, veulent doper l'immobilier (par des exonérations fiscales), les heures supplémentaires (par des incitations fiscales), plafonner la fiscalité des plus riches (abaissement du bouclier à 50 % des revenus), alléger la fiscalité des donations, etc. La thèse est simple : voilà qui creusera certes un peu dans les finances publiques au début. Mais ensuite, quel coup d'accélérateur pour l'économie ! La loi Tépà est votée. Coût pour l'État : une dizaine de milliards d'euros chaque année. Et Nicolas Sarkozy annonce la couleur à ses partenaires européens : avant l'élection, à Berlin, la France s'était engagée comme tous ses partenaires à "faire le ménage" dans ses comptes publics d'ici à 2010. Lui a engagé une "rupture" avec la politique de son prédécesseur : ils devront donc attendre 2012 pour que l'Hexagone revienne à l'équilibre... En septembre 2008, la crise arrive sur le Vieux Continent. Solution choisie pour s'en sortir sans parler de "rigueur" : faire tourner le compteur de la dette.

- [Réduire le texte](#)
- [Grossir le texte](#)

**1 600 milliards d'euros**

La dette de la France représente 84,7 % du PIB, contre 12 % en 1980.

**50 milliards d'euros**

C'est le montant annuel que l'Etat verse en intérêts pour la dette publique, soit l'équivalent de l'impôt sur le revenu.